

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/37
11 septembre 2003

(03-4788)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

GUYANA

Déclaration de S.E. M. Clement James Rohee
Ministre du commerce extérieur et de la coopération internationale

Au nom du gouvernement guyanien, je voudrais féliciter le gouvernement mexicain qui accueille cette conférence très importante à un moment extrêmement critique pour le système commercial multilatéral. Je tiens également à le remercier sincèrement de l'accueil chaleureux réservé à ma délégation et de la courtoisie avec laquelle nous avons été traités. J'apprécie aussi les gros efforts et le grand dévouement du Directeur général de l'OMC, M. Supachai, et du personnel du Secrétariat qui ont préparé cette conférence.

Il est absolument essentiel que Cancún fasse avancer le **programme pour le développement** que nous avons établi à Doha il y a près de deux ans. Nous ne nous satisferons pas d'une simple réaffirmation des décisions que nous avons prises alors et n'accepterons pas non plus de revoir les niveaux des objectifs fixés dans le Programme de Doha pour le développement (PDD) d'une manière qui contrarie les préoccupations et intérêts légitimes des pays en développement, en particulier des plus petits d'entre eux.

Nous devons, pour le moins, mettre en œuvre un programme positif et équilibré dans lequel les besoins et intérêts spéciaux des petits pays en développement Membres sont largement pris en compte. Les faits et l'expérience que nous avons acquise depuis l'établissement de l'OMC montrent clairement que cette conférence ministérielle doit accélérer les travaux sur les questions de mise en œuvre, y compris celles qui concernent le traitement spécial et différencié, dont nous avons convenu à Doha. Nous n'avons pas d'autre choix si nous ne voulons pas courir le risque d'aggraver les déséquilibres existant dans le système commercial multilatéral.

Les initiatives prises en ce moment et dans le passé par les petites économies en développement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour se diversifier et s'adapter à l'évolution de l'environnement économique mondial doivent compter sur tout le soutien de la communauté internationale, et en particulier de nos partenaires développés. En tant que telle, la libéralisation des échanges pour laquelle nous nous sommes engagés doit renforcer le programme pour le développement et sortir la population du chômage et de la pauvreté.

Les pays membres de la CARICOM sont pleinement attachés à un système commercial multilatéral fondé sur des règles équitables et équilibrées. Sur les 15 pays de la CARICOM, 14 sont Membres de l'OMC et le quinzième a engagé un processus d'accession. Ils ont tous procédé à des ajustements unilatéraux pendant le Cycle d'Uruguay et continuent dans cette voie dans le cadre de l'OMC. Ces économies, qui sont extrêmement ouvertes et fortement tributaires des échanges avec l'extérieur, doivent avoir la marge de manœuvre leur permettant de faire les ajustements supplémentaires nécessaires pour une intégration efficace dans l'économie mondiale.

Mon pays, le Guyana, doit relever de nombreux défis en tant que pays pauvre très endetté (PPTE) pour tenter de respecter ses obligations tout en faisant valoir ses droits dans le cadre de l'OMC. Nous ne soulignerons donc jamais assez combien il est urgent pour l'OMC de passer rapidement de l'étape de l'identification précise des difficultés particulières rencontrées par les petites économies vulnérables dans l'environnement commercial international à celle de la proposition et de l'adoption de recommandations et de mesures spécifiques visant à assurer la participation bénéfique de ces pays à l'OMC et au système commercial multilatéral.

Les délibérations à Cancún devraient s'achever en premier lieu par un approfondissement et même un élargissement de la dimension développement du système commercial multilatéral. Il est vrai que nous avons fait quelques pas en ce sens ces dernières années, mais le chemin de Doha à Cancún, même s'il est bien souvent chaotique, ne doit pas rester ainsi. Il est nécessaire que nous affichions tous la volonté politique requise pour faire avancer les choses.

Diverses évaluations ont été faites et leurs conclusions sont on ne peut plus claires: des progrès concrets doivent être réalisés sur le **programme pour le développement** du système commercial multilatéral **avant la prochaine conférence ministérielle**. Cet appel a été lancé non seulement par des gouvernements mais aussi d'une manière plus large par la société civile. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire la sourde oreille; il nous faut agir rapidement.
